COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Le 19 octobre 2026

HALTE À LA CASSE !
HALTE À L'ORGANISATION DU CHAOS
DANS NOS VILLES COMME POUR NOS JEUNES

Depuis le début des mobilisations lycéennes, nous demandons aux autorités de travailler à une désescalade des interventions des forces de l'ordre, afin que les revendications lycéennes puissent être entendues dans le calme.

Samedi 17 octobre, à Bordeaux, alors que familles, jeunes, retraités, syndicalistes, travailleurs, défenseurs des droits de l'homme se rejoignaient accompagnés de bandas pour un rassemblement déclaré, les forces de l'ordre ont commencé à gazer la place de la Bourse, dès 14h, sans que nous ayons constaté d'éléments le justifiant. Lorsque les manifestants ont essayé de s'extraire des bombes lacrymogènes, ils ont été bloqués et gazés davantage. Ils ont été bloqués à l'avant comme à l'arrière, notamment sur le pont de pierre et dans les rues adjacentes. Nous avons été nassés puis continuellement gazés.

Des situations comparables ont été signalées dans de nombreuses villes en France, le 17 octobre ainsi que devant des lycées depuis le début des mobilisations lycéennes.

Ces interventions nous semblent difficilement compatibles avec le respect des libertés fondamentales que sont la liberté d'expression et le droit de manifester.

Nous demandons que les choix de maintien de l'ordre opérés ce jour-là fassent l'objet d'explications publiques de la part de la préfecture.

Pourquoi tant de forces de police pour nasser, gazer, dévier un rassemblement pacifique et déclaré ?
Pourquoi si peu de forces de l'ordre pour protéger les commerces ?

Tout comme Edouard Geffray nous dénonçons une violence qui « confisque » la parole des manifestants. Mais nous dénonçons également que la réponse apportée aux mobilisations, soit d'abord sécuritaire, au risque d'attiser, de radicaliser et d'exacerber les tensions.

Cette réponse ne doit pas détourner les regards des revendications et des constats qui ont menés à cette situation :

- dévalorisation du métier d'enseignant et dégradation des conditions d'enseignement, menant à un manque chronique de professeur.e.s
- non prise en compte du besoin d'entretenir et de faire évoluer le bâti scolaire face au réchauffement climatique provoquant des conditions d'apprentissage inacceptables
- individualisation et mise en concurrence à outrance des élèves avec la réforme du lycée Blanquer et Parcoursup qui engendrent une détresse psychologique grandissante de la jeunesse
- manque de place dans l'enseignement supérieur public qui conduit à sélectionner les

poursuites d'études en fonction de la capacité des familles à financer un établissement privé
- vision court-termiste de nos politiques, qui met à mal les valeurs de notre République et produit le chaos

Nous appelons à l'apaisement et demandons au gouvernement
- d'arrêter de temporiser, le diagnostic est connu
- d'investir dans et pour notre jeunesse
- d'investir dans et pour l'avenir de la France

À propos de la FCPE
La FCPE est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique, présente sur l'ensemble du territoire, y compris dans les établissements français à l'étranger. Première fédération de parents d'élèves, la FCPE participe à la vie scolaire pour défendre l'intérêt des enfants et représenter les parents auprès des institutions et des pouvoirs publics. Quelque 1 300 000 parents ont voté pour elle aux dernières élections scolaires. En Gironde, la FCPE est l'association la plus représentée dans les instances du second degré. Elle milite particulièrement pour l'égalité des chances, qu'il s'agisse d'accès aux savoirs, au logement, aux droits et d'école inclusive.

Contact
Corinne Devaux, Présidente de la FCPE Gironde : 06 22 46 48 99